

# Revue stratégique de la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Tunisie

Slaheddine Makhlouf, Karim Ben Kahla et Asma Souissi  
Dar Dhiafa

14 juin 2017



**IT E S**

Institut Tunisien Des Etudes Stratégiques





# CONTEXTE ET OBJECTIFS

# Rappel:

## Les objectifs de la revue

- **Diagnostic:** Élaborer une analyse participative et exhaustive de la sécurité alimentaire et de la situation nutritionnelle dans le cadre des Objectifs 2 du développement durable;
- **Politiques:** Evaluer les progrès réalisés par les politiques, les programmes et les capacités institutionnelles ainsi que les flux de ressources visant à améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle
- **Gaps:** Identifier les éventuelles lacunes ou faiblesses de ces politiques et programmes
- **Propositions:** Dégager et hiérarchiser les actions qui seront nécessaires pour combler les lacunes et accélérer les progrès vers une meilleure sécurité alimentaire et nutritionnelle

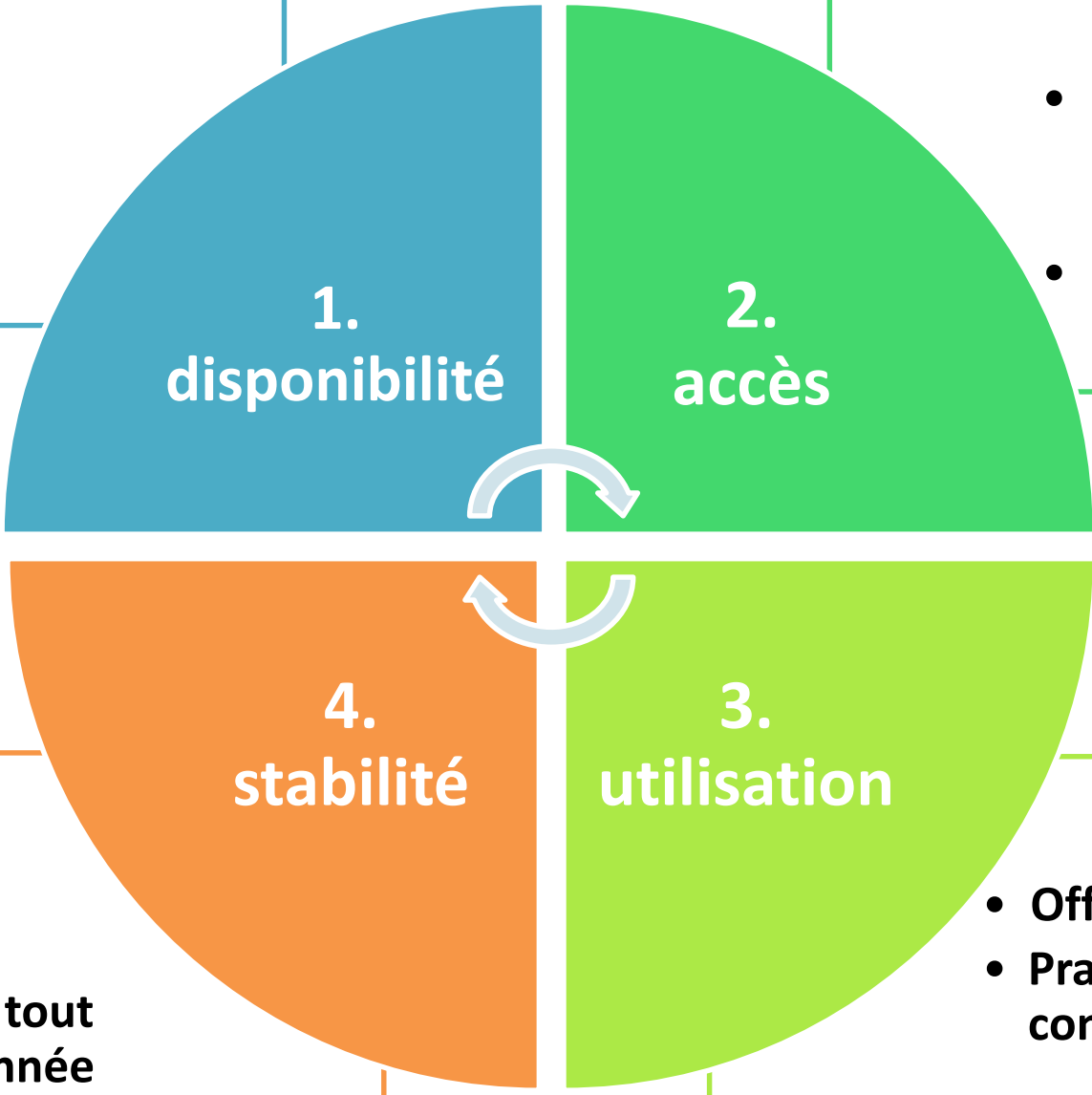
## Rappel : ODD 2 :

Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable

- D'ici à 2030, **éliminer la faim** et faire en sorte que chacun, en particulier les pauvres et les personnes en situation vulnérable, y compris les nourrissons, ait accès tout au long de l'année à une alimentation saine, nutritive et suffisante.
- D'ici à 2030, **mettre fin à toutes les formes de malnutrition**, y compris en réalisant d'ici à 2025 les objectifs arrêtés à l'échelle internationale relatifs aux retards de croissance et à l'émaciation parmi les enfants de moins de 5 ans, et répondre aux besoins nutritionnels des adolescentes, des femmes enceintes ou allaitantes et des personnes âgées



- **Production locale**
- **Importations**
- **Aide alimentaire**



- **Production des ménages**
- **Existence et accès aux marchés locaux**
- **Réseaux publics de soutien**

- **Dimensions stables et satisfaisantes tout au long de l'année**

- **Offre alimentaire**
- **Pratiques de consommation**

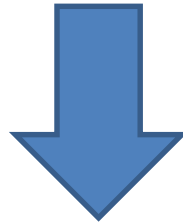
# Ce qui a été fait depuis le 22 mai

- Revue de la littérature
- Une dizaine d'entretiens individuels
- Deux focus groupes
- Questionnaire aux CRDA (cartographie des risques dans les régions)
- Questionnaire aux responsables des structures en charge de l'alimentation dans différents ministères
- Rédaction de l'avant dernière version du rapport
  - Situation actuelle/constats
  - Les politiques
  - Les défis/gaps
  - Les recommandations



# I - DIAGNOSTIC

# Hypothèse fondamentale



**Sécurité alimentaire (orientation court terme)**  
est intimement liée à la **durabilité agricole**  
(orientation **moyen et long terme**)



# La situation du secteur agricole (1/2)

- Une baisse relative de la part de l'agriculture dans le PIB ;
- Une valeur ajoutée qui reste faible et en deçà de ce que des pays comparables arrivent à réaliser ;
- Une productivité relativement faible des facteurs travail et capital, notamment du dernier ;
- Une faible mécanisation ;
- Un secteur qui joue le rôle d'amortisseur des chocs qui déstabilisent l'économie tunisienne ;

# La situation du secteur agricole (2/2)

- Un secteur qui a pu récupérer son retard de production par rapport à la moyenne mondiale mais qui:
  - s'est fait dépasser par celui de pays comparables, et
  - connaît encore une trop grosse variabilité qui décourage l'investissement et la prise de risques.
- Un déficit de la balance alimentaire qui s'est nettement aggravé après 2011 ;
- Des efforts d'investissement de la part de l'Etat mais un investissement privé qui stagne;
- Une « féminisation de l'agriculture »: croissance de la participation des femmes dans le secteur (production / travail) pas accompagné d'une telle croissance dans l'accès aux ressources.

# 1. La disponibilité

# L'offre alimentaire est suffisante ...

- L'amélioration de la production et de la productivité locale n'a pas empêché l'augmentation de l'importation des produits alimentaires:
  - Les importations alimentaires ont représenté **9,2%**
  - La part des **céréales** dans la valeur des importations alimentaires dépasse **43%**, suivi par les huiles végétales et les sucres et dérivés
- En général, la « disponibilité alimentaire » ne pose pas de problèmes en Tunisie : les aliments sont disponibles, soit produits localement soit importés

# ... néanmoins, il y a des risques

- **Changement climatique et dégradation des ressources naturelles:**
  - Eau :
    - Disponibilité per capita réduite de 60% entre 1960 et 2006
    - Le tunisien dispose actuellement de moins de 400 m<sup>3</sup>d'eau renouvelables/an. (inférieur au seuil de la pauvreté hydrique)
    - À ce rythme, le pays sera classé 33eme quant au risque éminent de pénurie d'eau d'ici 2040 (World Resources Institute), et de perdre plus de 80% de ses ressources d'eau non renouvelable (Luo et al., 2015)
  - Sols et terre :
    - Qualité des sols / fertilité limitée
    - Sensibilité à l'érosion et la désertification (risque de perdre 50% des surfaces cultivables d'ici 2050)
    - Morcellement des propriétés
- Augmentation du ratio de **dépendance aux importations** des céréales : environ (60%)
- Autres risques :
  - Biosécurité;
  - Maladies infectieuses
  - Logistique (stockage, gaspillage et pertes)

## 2. L'accès

# L'accès physique est quasiment assuré à l'échelle nationale ...

- La distribution de la production agricole et de la pêche est assurée par le secteur public, tandis que le secteur privé monopolise les circuits de distribution des produits avicoles
- Le réseau routier assure la quasi-totalité des déplacements des personnes et environ 80% du transport de marchandises
- **Risques** : dégradation des infrastructures et baisse de la performance en logistique

# ... mais l'accès économique représente un risque, surtout pour les groupes vulnérables

- L'accès est mis en question par des barrières économiques et monétaires, dont :
  - L'inflation et la perte du pouvoir d'achat ;
  - Le chômage ;
  - La dépendance aux importations ; et
  - La faible croissance économique.
- Les groupes les plus vulnérables quant à l'accès à l'alimentation sont :
  - Les habitants des zones rurales ;
  - Les habitants des zones du Centre Ouest et du Nord Ouest (où les taux de pauvreté dépassent les 32%) ;
  - Les femmes et les enfants : en particulier les femmes rurales chef de familles monoparentales (main d'œuvre agricole occasionnelle et sous-rémunérée).

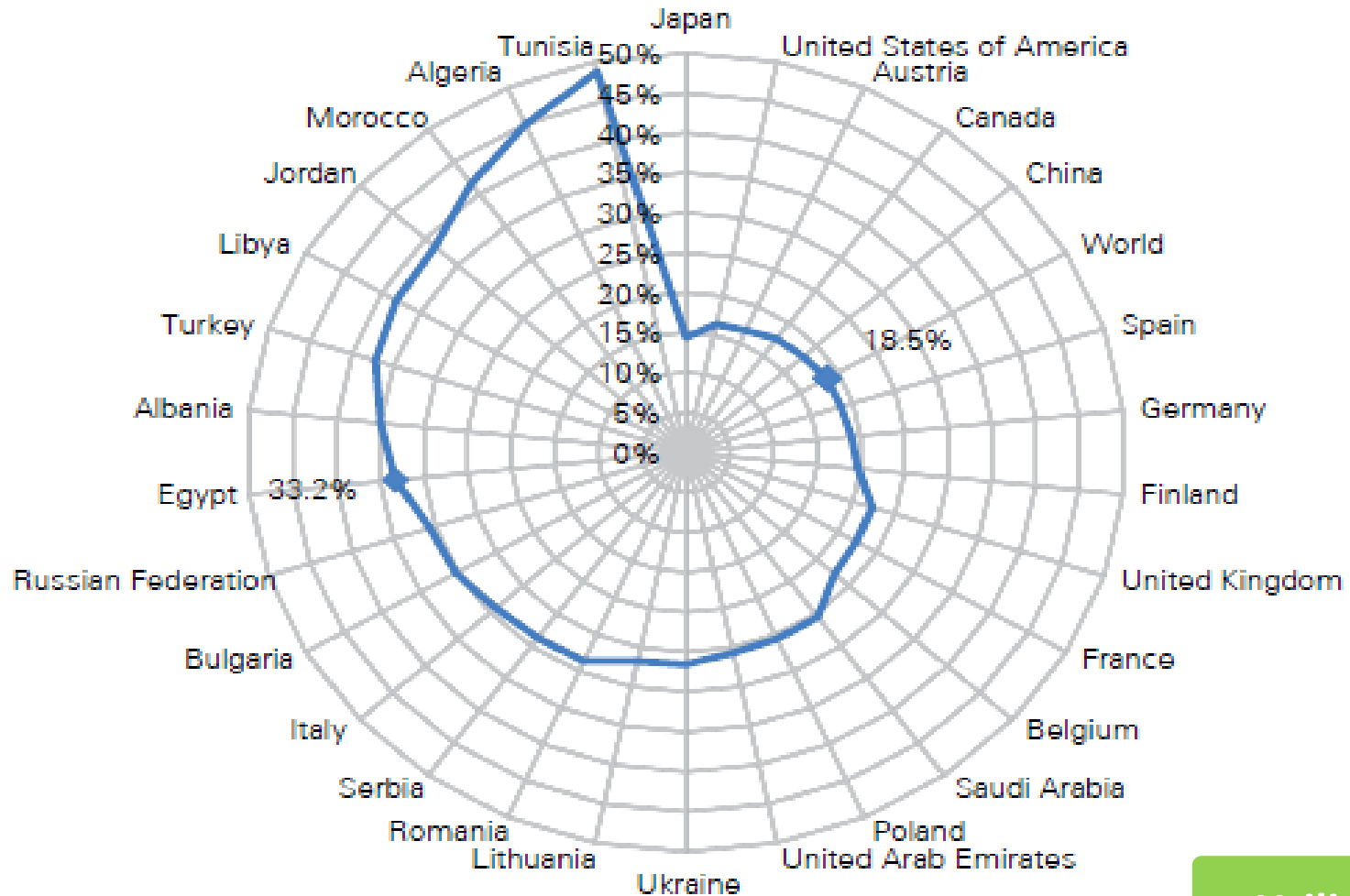


# 3. L'utilisation

# Les habitudes alimentaires changent, mais les céréales demeurent prédominantes

- Transition de la consommation alimentaire :
  - Diminution de la consommation des céréales (de 204 kg per capita en 1985 à 175 en 2015) ;
  - Augmentation des produits d'origine animale notamment du lait et des produits laitiers (d'environ 51kg à 150 kg pour la même période) ;
  - Forte augmentation de la part des protéines animales dans la ration protéinique (34% en 2015 contre moins de 23% en 2000).
- **Néanmoins, les céréales apportent toujours près de 50% des besoins énergétiques**

La Tunisie a le plus haut indice d'apport calorique provenant du blé au monde.



Utilisation

# Le gaspillage alimentaire reste un grave problème

- Le principal produit gaspillé par les tunisiens est le pain.
  - Environ **16% du pain** acheté fini dans les poubelles, suivi par les produits à base de céréales (10%), les légumes (6,5%), les fruits (4%), le lait et ses dérivés (2,3%) et les viandes (2%).
- Dans la grande distribution, le gaspillage alimentaire atteint 2,8 millions de dinars (INC); et en moyenne 17 DT par personne et par mois dans les ménages.

# Les risques de santé et la maladie liée à la nutrition : surpoids et anémie

- Environ 46% des tunisiens sont en **surpoids** :
  - Selon les chiffres de l'enquête du Ministère de la santé **l'obésité** touche 30% de la population entre 35 et 70 ans et 9% des enfants en âge préscolaire ;
  - Les femmes sont les plus affectées par les problèmes d'obésité (13% contre 6,6% des hommes).
- 29% des tunisiens seraient **anémiques** (chiffre non encore publié sur la déficience en fer)
- **Transition alimentaire et épidémiologique** : risque d'expansion du diabète, des maladies cardiovasculaires, cérébro-vasculaires et de certains cancers.

# 4. La stabilité

# Quelques facteurs menaçant la stabilité de la sécurité alimentaire

- Dépendance aux importations des céréales ;
- Croissance de la valeur des importations alimentaires, volatilité des prix dans les marchés intérieurs et internationaux des produits de base ;
- Dégradation de la variabilité de la production et des disponibilités des produits alimentaires ;
- Score de Stabilité politique et d'absence de violence/terrorisme a diminué, et les troubles sociaux continuent ;
- Autres risques associés au changement climatique (moyen / long terme)

# Sécurité alimentaire: une performance moyenne à l'échelle mondiale

	Score / 100					Classement / 113				
	2012	2013	2014	2015	2016	2012	2013	2014	2015	2016
<b>Score global</b>	55,9	54,8	56,6	57,3	57,9	55	=56	=54	55	53
accessibilité	53,5	52,3	55,8	55,8	56,7	61	64	58	59	59
Disponibilité	56,7	55,3	56,3	57,7	57,4	54	58	54	55	56
Qualité et stabilité	59,6	59,5	59,5	60,1	62,2	=52	52	53	51	50

La Tunisie est classée 53/113 en termes d'indice de sécurité alimentaire, ayant gagnée 2 places depuis 2012, avec un score qui est passé de 56 à 58 / 100





# II - POLITIQUES

# Appui de l'État au secteur agricole

- Encouragement à l'investissement dans le domaine agricole :
  - Avantages économiques accordés au secteur ;
  - Réforme de la politique foncière.
- Gestion de l'eau: incitation à des projets d'avenir pour affronter les risques hydrauliques (projet « Eau 2050 »)
- Autres incitations visent à assurer la pérennité du secteur agricole et sa croissance (travaux de conservation, vulgarisation, protection douanière, etc.)

# Systeme de protection sociale et sécurité alimentaire

- L'action publique tunisienne en matière de protection sociale est principalement portée par deux programmes :
  - Programme National d'Aide aux Familles Nécessiteuses (PNAFN)
  - Caisse des compensations (CGC)
- D'autres programmes font partie du filet de protection sociale et contribuent à la sécurité alimentaire et nutritionnelle, tels que :
  - Des programmes de la politique nationale de santé (AMG 1 & 2);
  - le Programme National d'Alimentation Scolaire (PNAS).

# III – GAPS DANS LA RÉPONSE DES POLITIQUES ET PROGRAMMES NATIONAUX

# Principaux gaps liés à la disponibilité et l'accès

- Les **ressources naturelles** et les intrants : des réponses politiques insuffisantes, concernant, par exemple :
  - L'eau: gaspillage et perte, vieillissement des infrastructures, surexploitation des nappes, utilisation illicite.
  - La terre et les sols: réforme du régime foncier, désertification, érosion, pertes des terres agricoles, urbanisation anarchique.
- **Production et distribution**: manque de coordination entre industriels et agriculteurs, chevauchement et manque de synergies entre les intervenants;
- **Dégradation de la logistique**, faiblesses en capacités de stockage et de transfert ;
- **Contrebande**, marché parallèle et manque de transparence des circuits de distribution.

# Les principaux gaps en matière d'utilisation

- **Gaspillage**: manque d'une réponse politique coordonnée
- Absence d'une loi sur **l'étiquetage** nutritionnel
- Faiblesses du **cadre réglementaire** (normalisation), faible **traçabilité** des produits et difficultés de se conformer aux standards internationaux
- Faible évaluation et gestion préventive des **risques sanitaires** et phytosanitaire, et faible contrôle de l'alimentation hors ménage.
- Faible contrôle du contenu des **publicités alimentaires**
- Faible application des lois et des textes de **défense des consommateurs**
- Faible **coordination** entre les institutions et les organisations (notamment les Ministères de la Santé, du Commerce, de l'Agriculture et de l'Environnement)

# Autres gaps

- **Recherche :**
  - Décalage et inadéquation entre besoins et résultats
  - Problèmes de financement
  - Fuite des cerveaux
- **Formation & vulgarisation :**
  - Absence d'une stratégie nationale de la vulgarisation
  - Besoin de réviser la législation relative à la vulgarisation et de renforcer le « corps » des vulgarisateurs
  - Problèmes de financement
  - Manque de synergies entre de multiples organismes et institutions



# IV - RECOMMENDATIONS



# Quelques propositions recueillies durant l'exercice (1/4)

- Mise en place d'une stratégie nationale multisectorielle pour une alimentation saine, tenant compte des nouveaux risques liés à la transition alimentaire.
  - Mettre en place des logos ou des couleurs faciles à comprendre et à remarquer sur les qualités nutritionnelles des produits.
  - Obliger la télévision nationale à faire des spots publicitaires pour sensibiliser aux questions de l'alimentation et du gaspillage.
- Mettre en place un socle de protection sociale qui comporte les garanties qui suivent :
  - L'accès à des soins de santé ;
  - La sécurité élémentaire pour les enfants, assurant l'accès à l'éducation et l'alimentation ;
  - La sécurité élémentaire des revenus pour les personnes âgées.

# Quelques propositions recueillies durant l'exercice (2/4)

- Refondre le système de vulgarisation agricole.
- Mieux promouvoir l'entreprenariat agricole:
  - plus d'encadrement et de financement pour les jeunes et pour les femmes;
  - meilleure diffusion/exploitation du nouveau code d'investissement;
  - revoir à la hausse le plafond pour le crédit foncier pour les jeunes.
- Miser sur la formation d'une main d'œuvre spécialisée (plutôt que généraliste).
- Encourager l'Innovation agricole dans tous les domaines (technique, formation, commercialisation, etc.).
- Revaloriser les techniques ancestrales (le bio) et retour vers les systèmes de production sains et traditionnels.

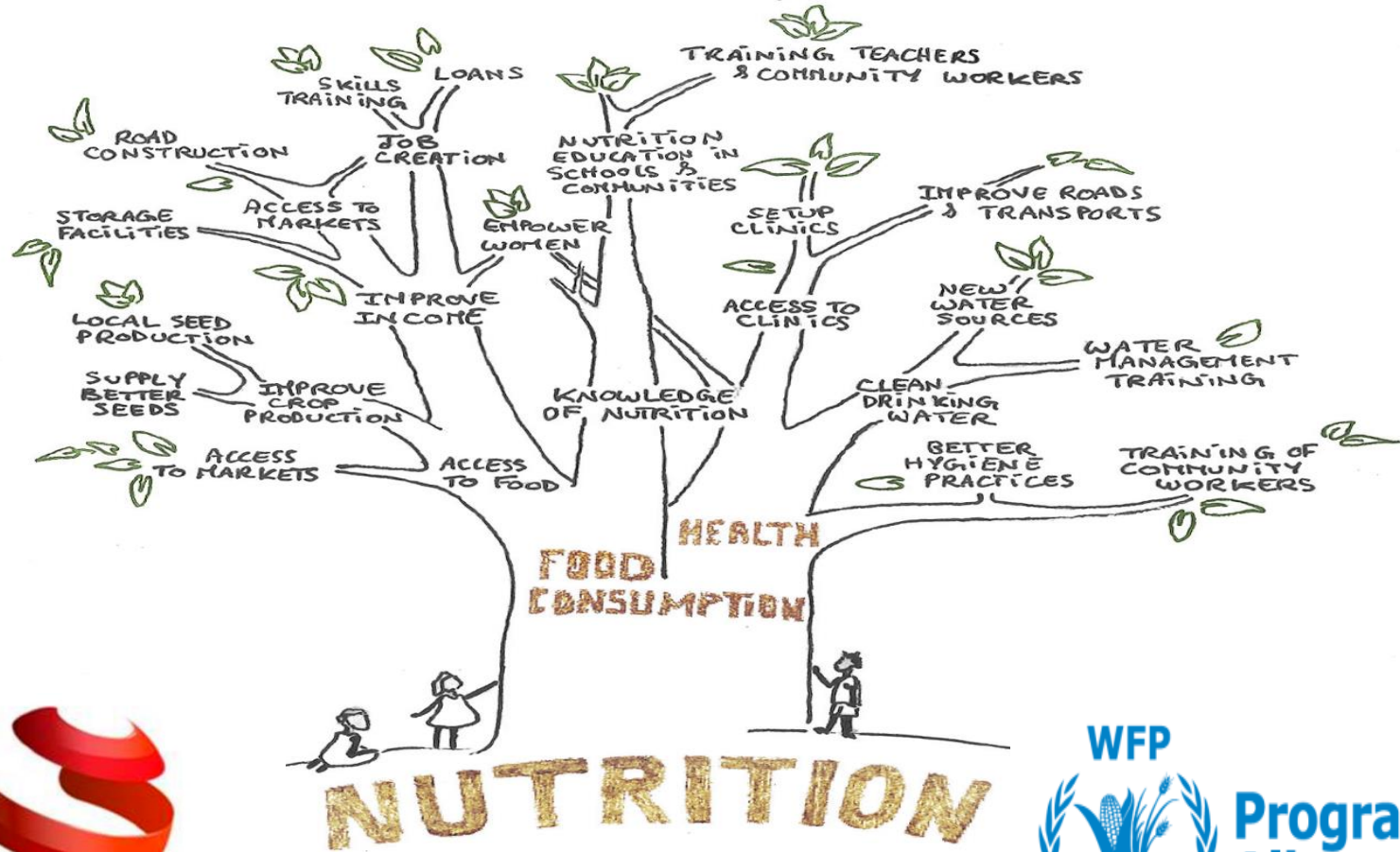
# Quelques propositions recueillies durant l'exercice (3/4)

- Éducation et initiation des enfants en matière des pratiques agricoles et l'alimentation saine.
- Actualisation du répertoire des terres agricoles, incitation des agriculteurs à ne pas abandonner les terres et programmation de la production agricole selon les besoins.
- Améliorer l'accès aux marchés tunisiens (barrières procédurales, administratives et logistiques) et aux marchés internationaux (barrières sanitaires et autres barrières tarifaires et non tarifaires).
- Exploration de nouveaux marchés (Afrique, Asie, etc.) et analyse des causes du refoulement (rejet) des produits tunisiens par certaines destinations et recherche des moyens pour surmonter ces problèmes.

# Quelques propositions recueillies durant l'exercice (4/4)

- Mieux valoriser les ressources en eau et en sols, intensifier les systèmes de production et miser sur l'amélioration et le progrès technique.
- Mieux valoriser les produits de terroir (créer une chaîne de valeur autour de ces produits permettrait l'amélioration des revenus des petits agriculteurs et des femmes rurales)
- Mettre en place une stratégie claire de regroupement des petits producteurs (agriculteurs, femmes rurales productrices)
- Mettre en place une démarche participative visant l'agrégation et l'organisation des filières
- Développer et vulgariser la démarche marketing (trouver un moyen de garantir la commercialisation avant même de produire)

# Merci de votre attention



IT ES

Institut Tunisien Des Etudes Stratégiques



OBJECTIFS  
DE DÉVELOPPEMENT  
DURABLE



Programme  
Alimentaire  
Mondial

wfp.org/fr